

Culture de la paix (1ère partie)**Les systèmes africains de savoirs et de gouvernance au service
d'une culture de la paix**

Date et heure : mercredi 8 juillet (14h00–16h00 heure de Paris)

Langues: anglais et français

Format : Zoom – [Veuillez cliquer ici](#) pour vous inscrire

L'humanité et la planète sont confrontées à des défis de plus en plus complexes et interconnectés, allant du changement climatique à l'insécurité hydrique, en passant par l'aggravation des inégalités mondiales, les discriminations et les conflits armés. Ces crises ne sont pas isolées : elles se renforcent mutuellement, souvent exacerbées par les conséquences non intentionnelles du « développement », y compris les transformations technologiques et numériques rapides. L'une des interconnexions les plus préoccupantes réside dans l'impact environnemental des conflits armés : les écosystèmes sont dégradés et les ressources naturelles s'épuisent, tandis que la compétition pour ces mêmes ressources — en particulier la terre et l'eau — devient un moteur majeur de conflit, menaçant encore davantage leur disponibilité future et un accès équitable¹. D'ici 2050, on estime que 2,4 milliards de personnes vivant en zones urbaines — soit près de la moitié de la population urbaine mondiale — seront confrontées à une pénurie d'eau. Parallèlement, certains pays pourraient perdre jusqu'à 6 % de leur PIB en raison des impacts économiques de cette pénurie.²

Les crises contemporaines sont complexes et multidimensionnelles. Par conséquent, la construction de sociétés pacifiques, résilientes et durables exige de dépasser les approches universalisantes, standardisées et cloisonnées. Pourtant, les interventions de « développement » ou de pacification, souvent externes et verticales, ont été privilégiées au détriment des savoirs et pratiques ancrés dans les contextes locaux, notamment ceux portés par les communautés autochtones et locales, qui sont pourtant parmi les plus touchées par ces crises. Leur marginalisation continue a non seulement contribué à l'érosion de ces systèmes de savoirs, mais a également limité la capacité de la communauté internationale à mobiliser une diversité d'épistémologies pour répondre aux défis contemporains.³

Cette marginalisation est particulièrement visible dans l'histoire de la mise à l'écart des contributions de l'Afrique à l'humanité, héritage du colonialisme, de la traite transatlantique et des hiérarchies de savoir imposées. Les systèmes de savoirs autochtones et les systèmes de gouvernance ancrés dans les contextes locaux, façonnés par des siècles d'expérience vécue et d'adaptation, offrent des approches holistiques de la prévention des conflits et de la gestion environnementale, notamment en matière de gestion des ressources en eau. Par exemple, les systèmes communautaires de gouvernance de l'eau au Sahel témoignent de mécanismes d'adaptation anciens pour une distribution équitable de l'eau et la prévention des conflits en

¹ <https://www.un.org/en/peace-and-security/how-conflict-impacts-our-environment>

² Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau 2023 : partenariats et coopération pour l'eau: <https://www.unesco.org/reports/wwdr/2023/fr>

³ Transformer les savoirs pour l'avenir de l'Afrique : sept horizons pour la Décennie d'action accélérée de l'Union Africaine pour la transformation de l'éducation et du développement des compétences en Afrique (2025-2034): https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000395728_fre.locale=fr

contextes de rareté. Leur revitalisation constitue donc non seulement une question de justice épistémique, mais aussi une nécessité urgente face à la complexité croissante des crises mondiales.

Les sociétés africaines ont historiquement développé des approches sophistiquées de gouvernance collective et de gestion des ressources, incluant des processus de décisions participatifs tels que les [palabres](#), des pratiques de justice restaurative, ainsi que des cadres philosophiques tels que l'*Ubuntu* ou l'*Ujamaa*, entre autres. Ces cadres mettent l'accent sur l'interdépendance entre les individus, les communautés et l'environnement. S'en inspirer — ainsi que d'autres cosmogonies autochtones et approches communautaires à travers le monde — est essentiel pour comprendre les causes profondes des crises mondiales et y apporter des réponses holistiques, contribuant ainsi à l'avancement d'une culture de la paix. Pour assurer la durabilité, les propositions de gouvernance issues de différents systèmes de savoirs doivent également tenir compte de ces cadres.

Alors que le continent est encore trop souvent perçu uniquement à travers le prisme des conflits, des violences, de la pauvreté ou de la corruption, il convient de rappeler que l'Afrique dispose déjà de systèmes endogènes fournissant des sources et ressources culturelles pour une culture de la paix — comme l'avait souligné le Forum de 2013 [Afrique: sources et ressources pour une culture de la paix](#), qui a jeté les bases d'un Plan d'action pour une culture de la paix en Afrique et du Forum panafricain pour une culture de la paix et de la non-violence.

Cette réflexion est particulièrement urgente dans le cadre du thème de la Biennale de Luanda 2026 : « Renforcer la gouvernance de l'eau comme outil de prévention, de médiation et de résolution des conflits ». En Afrique et ailleurs, les communautés ont depuis longtemps développé des systèmes adaptatifs pour la préservation et la gestion de l'eau, souvent ancrés dans les droits coutumiers, l'histoire communautaire et les cadres socioculturels. Les systèmes de savoirs et les épistémologies pertinentes pour les contextes locaux, qui reconnaissent pleinement l'importance du lien entre individus, communautés et planète, ne constituent pas seulement un patrimoine précieux : ils sont aussi des sources puissantes d'apprentissage pour faire progresser la durabilité environnementale et la paix en Afrique et au-delà.

Objectifs

Le [Dialogue sur les futurs « Les systèmes africains de savoirs et de gouvernance au service d'une culture de la paix »](#), organisé le 8 juillet, réunira une diversité d'expertises pour examiner comment les systèmes de savoirs autochtones et les cosmogonies, fondés sur la relation entre les êtres humains, la nature et la paix, peuvent éclairer les réponses aux défis contemporains, notamment le changement climatique, la transformation éducative et le développement technologique centré sur l'être humain.

Ce Dialogue adoptera également une approche prospective et anticipatrice des défis futurs du développement en Afrique, en écho au *Rapport sur la gouvernance en Afrique 2021*⁴, dans lequel l'Union africaine présentait quatre scénarios plausibles pour les futurs de la gouvernance africaine à l'horizon 2063 : de référence, utopique, dystopique et surprise.

*** [Veuillez cliquer ici](#) pour vous inscrire ***

⁴ <https://www.africa-amr.org/sites/default/files/rapports/14.%20%20AGR%202021%20-%20FINAL%20DRAFT%20-%2023%20December%202020-French%20%281%29.pdf>

Programme provisoire

Culture de la paix (1ère partie)

Les systèmes africains de savoirs et de gouvernance au service d'une culture de la paix

Mercredi 8 juillet 2026, de 14h00 à 16h00 (heure de Paris)

14h00-14h05	Ouverture de la session par Mohamed Elfarnawany , Directeur, Coordination de la Priorité Afrique, UNESCO
14h05-14h25	Segment 1 : Mise en perspective du dialogue Les systèmes de savoirs et les visions du monde autochtones, en particulier africains, comme contributeurs à la transformation sociale positive pour une culture de la paix. Modératrice : Cecilia Barbieri , Cheffe de Section, Education à la citoyenneté mondiale et à la paix, Secteur Education, UNESCO <ul style="list-style-type: none">• Martial Ze Belinga, économiste, sociologue, expert associé pour l'Histoire générale de l'Afrique• Joseph Karanja, Systèmes de savoirs locaux et autochtones (LINKS), Secteur des sciences, UNESCO
14h25-15h00	Segment 2 : Discussion exploratoire Les systèmes de savoirs autochtones, des visions du monde, des philosophies morales et politiques, en particulier en Afrique et dans ses diasporas. Modératrice : Cecilia Barbieri , Cheffe de Section, Education à la citoyenneté mondiale et à la paix, Secteur Education, UNESCO <ul style="list-style-type: none">• George Ladaah Openjuru, Vice-Chancelier, Université de Gulu ; Coordinateur du Réseau UNITWIN sur l'éducation, la justice épistémique et les communs de la connaissance, Ouganda• Jonathan Okeke Chimakonam, chercheur affilié ; maître de conférences, Université de Calabar, Nigéria• Leon Tikly, Chaire UNESCO en Transformation des savoirs et de la recherche pour des futurs justes et durables, Université de Bristol, Royaume-Uni ; membre du Réseau UNITWIN sur l'éducation, la justice épistémique et les communs de la connaissance• Thaddeus Metz, professeur de philosophie, Université de Pretoria, Afrique du Sud

15h00-15h15	<p>Échange ouvert Modératrice : Cecilia Barbieri</p>
15h15-15h30	<p>Segment 3 : Echange ouvert Quelles voies d'action concrètes ces systèmes de savoirs et de gouvernance autochtones inspirent-ils ? Comment renforcent-ils la capacité d'agir, tant au niveau individuel que systémique, en faveur d'une culture de la paix ?</p> <p>Modérateur: Kuany Kiir Kuany, responsable de projet dans la section de la Citoyenneté mondiale et de l'Éducation à la paix, UNESCO</p> <ul style="list-style-type: none"> • Kouamé Sylvestre Kouassi, Coordonnateur de la Chaire UNESCO « Anticipation, Prospective et Territoires Durables » ; enseignant-chercheur à l'Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire • Edmond Dembélé, co-coordonnateur de la Chaire UNESCO pour la recherche communautaire sur les leviers du développement «L'innovation pour l'émergence »
15h30-15h50	<p>Réflexions et échange Modératrice : Kuany Kiir Kuany</p>
15h50-16h00	<p>Segment 4 : Réflexions finales et prochaines étapes Abdul Rahman Lamin, Chef de la Section des sciences sociales et humaines, Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique australe</p> <p>Gilbert Dadzie, Coordination Priorité Afrique, UNESCO</p>

*** [Veuillez cliquer ici](#) pour vous inscrire ***